

COMMISSION DE LA DÉFENSE
NATIONALE

du

MERCREDI 30 MARS 2011

Matin

COMMISSIE VOOR DE
LANDSVERDEDIGING

van

WOENSDAG 30 MAART 2011

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 19 par M. Filip De Man, président.

01 Question de Mme Zoé Genot au ministre de la Défense sur "l'octroi du carnet rose dans le cadre de la pension de dédommagement pour les victimes juives de la guerre" (n° 3450)

01.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): La DG Victimes civiles de guerre peut rembourser aux victimes de la guerre 1940-1945 et aux victimes civiles du Congo en instance de pension les soins médicaux et pharmaceutiques nécessités par les affections ou lésions pour lesquelles une demande d'invalidité a été introduite. L'invalidé peut recevoir un carnet rose qui lui permet d'obtenir le remboursement de ses frais médicaux si un taux d'invalidité de 10 % lui a été reconnu. La qualité d'enfant juif caché pendant la Seconde Guerre mondiale confère le titre certain requis par l'arrêté royal du 15 mars 1958.

Combien de demandes de carnet rose pour des victimes civiles ont-elles été traitées, acceptées ou rejetées, respectivement pour la partie francophone et la partie néerlandophone du pays?

01.02 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Les carnets roses ne sont adressés aux bénéficiaires que sur base des décisions favorables prises par le service des victimes de guerre. Ces décisions sont prises par des commissions juridictionnelles et administratives indépendantes de l'Administration. Chaque dossier est jugé par la commission civile d'invalidité en fonction des éléments de preuve qu'il contient. Des recours sont prévus (Commission supérieure d'appel et Conseil d'État).

De l'examen des registres des décisions rendues par les commissions civiles d'invalidité et par les commissions d'appel pour l'année 2010, il ressort que, sur les 14 décisions rendues par les chambres néerlandophones, il y a eu 3 octrois et 11 rejets et, sur les 65 décisions rendues par les chambres francophones, il y a eu 47 octrois et 18 rejets.

01.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Les victimes néerlandophones éprouvent des difficultés à se faire entendre. J'espère que les chiffres aideront à comprendre pourquoi certaines personnes se voient octroyer ces possibilités contrairement à d'autres qui appartiennent à l'autre groupe linguistique et qui paraissent répondre aux mêmes conditions. Des recours existent, mais ils représentent un réel obstacle pour des personnes très âgées.

L'incident est clos.

02 Question de M. Christophe Bastin au ministre de la Défense sur "les opérations en Afghanistan" (n° 3452)

02.01 Christophe Bastin (cdH): Le 12 mars dernier, M. Hamid Karzaï a demandé à l'OTAN, qui travaille en coalition avec les autorités afghanes dans le but de transférer progressivement à l'armée et à la police locales la responsabilité des opérations, de cesser ses opérations militaires en Afghanistan.

Quelle est votre analyse de ces déclarations? Comment cette attitude est-elle perçue par l'OTAN? Quelles sont les conséquences pour les opérations de l'OTAN en Afghanistan, en ce compris pour la participation belge?

02.02 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Il faut remettre dans leur contexte les propos du président Karzaï, qui s'exprimait en présence d'autorités locales et de proches des victimes des opérations de l'OTAN dans la région.

La Belgique collabore depuis 2003 à l'approche multidimensionnelle de l'alliance, centrée sur l'*Afghan ownership*, confirmé en 2010 à Lisbonne. La phase de transition débutera à la fin du mois; la progression dans le domaine de la sécurité, encore fragile, reste réversible. Il n'est donc pas opportun d'arrêter les opérations. Il n'y a pas de conséquences pour la contribution de la Belgique.

L'incident est clos.

03 Questions jointes de

- M. Theo Francken au ministre de la Défense sur "les opérations internationales en Libye" (n° 3470)
- M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "la mise en œuvre de la résolution de l'ONU sur la Libye" (n° 3476)
- M. Christian Brotcorne au ministre de la Défense sur "la participation de la Belgique à une intervention en Libye" (n° 3484)
- M. Theo Francken au ministre de la Défense sur "la direction de l'opération menée en Libye" (n° 3542)
- M. Theo Francken au ministre de la Défense sur "les opérations militaires menées en Libye" (n° 3543)
- M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Défense sur "le coût de la participation belge à l'intervention en Libye" (n° 3555)
- M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "les raids aériens sur la Libye" (n° 3557)
- M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "la direction de l'opération militaire en Libye" (n° 3558)
- M. Wouter De Vriendt au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les armes mises en œuvre en Libye" (n° 3559)
- M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Défense sur "le commandement des opérations en Libye" (n° 3565)
- M. Theo Francken au ministre de la Défense sur "les récents bombardements par les F-16 de cibles au sol en Libye" (n° 3691)
- M. Philippe Blanchart au ministre de la Défense sur "l'évolution de la situation en Libye" (n° 3746)

03.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Le ministre peut-il nous présenter un bilan des événements sur le terrain en Libye et plus particulièrement du rôle des militaires belges? Que pense-t-il du déploiement de troupes au sol? Estime-t-il qu'il faut armer les rebelles pour leur permettre de lutter plus efficacement contre les troupes de Kadhafi? Quel est le coût brut et net de cette opération? Que se passera-t-il si Kadhafi veut négocier un cessez-le-feu? Jusqu'où peut nous conduire le mandat des Nations Unies? Comment le gouvernement belge s'assure-t-il que les bombardements aériens sont effectués dans le respect des règles d'engagement convenues? Les opérations sont-elles menées sur la base d'un système de *red card holders*? Qu'en est-il de l'appui crucial de la Ligue arabe pour cette opération? Quel est le rôle de la Belgique dans la prise de décisions opérationnelles? Est-il exact que la coalition internationale souhaite utiliser des munitions à l'uranium appauvri contre des cibles libyennes? Au vu de leurs conséquences pour la population, l'utilisation de telles armes est à mes yeux totalement inacceptable.

03.02 Dirk Van der Maelen (sp.a): Le ministre refuse de parler des cibles libyennes des F-16 belges, alors que le Pentagone a indiqué qu'il s'agissait d'un dépôt de munitions. Le ministre s'est targué d'une volonté de transparence dans le cadre de cette opération, mais on peine déjà à la discerner. Cette attitude est contraire à notre accord sur la coopération entre le gouvernement et le Parlement, et je me dois de protester.

Une plus grande clarté est requise à propos de ce que nous entreprenons en Libye. Si j'en crois ce que le lieutenant-aviateur Michel Singelé a affirmé récemment aux médias, je puis en déduire que les règles d'engagement autorisent les bombardements par des F-16 belges si des citoyens sont menacés. Les actions qui dépassent ce cadre doivent être l'objet d'un débat au Parlement. C'est mon interprétation en tout cas.

Je demande donc que le ministre nous fournisse davantage d'informations sur le bombardement de ce dépôt, afin que nous puissions établir ensemble si cette action s'inscrit ou non dans le cadre de ce qui avait été convenu.

03.03 Philippe Blanchart (PS): Quel a été le contenu de vos entretiens avec votre homologue grec et les aviateurs belges engagés dans l'opération "Aube de l'Odyssée"?

Concernant la reprise du commandement, quelle va être la répartition des tâches entre l'OTAN et la coalition? Une distinction sera-t-elle faite entre l'opération *No fly zone* et la protection des civils? Le nouveau mandat de l'OTAN prévoit-il un délai maximum pour faire respecter la zone d'exclusion aérienne et l'embargo sur les armes?

Quels seront les objectifs de la mission humanitaire coordonnée par les Nations Unies et quels seront les moyens engagés? Quels pays ont marqué un intérêt pour cette mission humanitaire? La Belgique souhaite-t-elle y participer? Notre engagement militaire en Libye va-t-il modifier la planification des autres opérations prévues pour 2011?

Le **président**: Dommage pour lui, les questions n^{os} 3470, 3542, 3543 et 3691 de M. Francken sont supprimées.

03.04 Pieter De Crem, ministre (en français): Depuis le 21 mars 2011, la Belgique participe aux opérations en Libye.

(*En néerlandais*) Les conditions de la participation de notre pays aux coalitions étaient une demande légitime de la Libye, la participation de la Ligue arabe et un mandat de l'ONU.

La Belgique participe à l'opération en Libye avec un détachement de six F-16 et le chasseur de mines Narcis. Dans un premier temps, la durée des opérations est fixée à trois mois. Je m'en réfère à la période initiale définie lors des discussions au sein du *North Atlantic Council*, dans le cadre toutefois d'un scénario *open end*.

Les missions de la coalition demeurent sous commandement national jusqu'à ce que l'OTAN en prenne officiellement le commandement. La coordination des missions est assurée à partir d'un quartier général installé à Ramstein. Ce sera le cas jusqu'à demain, voire après-demain au plus tard.

Jusqu'à présent, la coalition réunit quatorze pays mais sa composition peut changer à tout moment. Aucune modification n'est intervenue après la conférence de Londres qui s'est tenue hier.

Les missions confiées dans le cadre de la coalition à notre détachement de F-16 sont soumises aux règles d'engagement de l'OTAN, complétées par une règle d'engagement spécifique tendant à protéger les civils.

Le commandement de l'opération en question sera repris par l'OTAN au plus tard en fin de semaine.

Les règles d'engagement de l'OTAN s'appliquent intégralement pour la mission de l'OTAN visant à imposer un embargo sur les armes, mission à laquelle est affecté le chasseur de mines Narcis. Les militaires belges respecteront les règles d'engagement nationales, qui sont conformes à la législation belge.

Un *red card holder* mandaté par le CHOD a été installé au sein du *Air Operations Center* de Ramstein ainsi qu'au sein d'un état-major de marine international embarqué afin de garantir le respect de ces règles au cours des opérations aériennes et navales. Je ne puis fournir d'informations plus précises à ce sujet afin de ne pas compromettre la sécurité de nos militaires. Ces règles ont été entièrement expliquées le 24 mars dans la commission spéciale du suivi des missions à l'étranger du Sénat, en présence de membres de la Chambre. Cette commission se réunira de nouveau demain. J'y fournirai tous les détails de l'opération militaire en Libye dans le respect des règles de sécurité en vigueur.

Conformément à la loi du 11 mai 2007, la Défense et la plateforme d'armement F-16 ne font pas usage de munitions à l'uranium appauvri. Pour ce qui regarde les autres pays faisant partie de la coalition internationale, cet usage relève de leur compétence souveraine nationale.

Le navire Narcis a patrouillé jusqu'au 23 mars en Méditerranée centrale. Sa mission était de contribuer à l'imagerie maritime globale de la situation jusqu'aux côtes libyennes, et ce dans le cadre de l'opération OTAN *Active Endeavour*. Depuis le 23 mars en fin d'après-midi, le Narcis participe à l'opération OTAN *Unified*

Protector dont le but est de faire respecter l'embargo sur les armes décrété contre la Libye.

Quant à nos F-16, ils ont mené jusqu'à ce jour une opération qui s'inscrit dans le mandat de la coalition. Ils ont effectué des *combat air patrols* et éliminé un certain nombre de cibles faisant partie de la défense anti-aérienne libyenne qui représentaient une menace pour l'application de la zone d'exclusion aérienne. Les objectifs prévus ayant été touchés sans dommages collatéraux, ces opérations peuvent être considérées comme une réussite.

La Défense ne peut fournir d'informations plus précises concernant les opérations menées par les autres pays, le nombre de victimes et le degré d'interopérabilité de l'armée libyenne. Dans la commission spéciale du suivi des missions à l'étranger du Sénat, je fournirai demain davantage d'informations à ce sujet à huis clos.

(*En français*) La répartition des tâches entre l'OTAN et la coalition sera prochainement basée sur la capacité technique, la possession de certains systèmes d'armes et une répartition opérationnelle en fonction de la menace.

Le détachement belge participera aux opérations sous le commandement de l'OTAN, dont le nouveau plan opérationnel prévoit une *no-fly* zone et la protection des civils.

La participation belge à l'opération n'a actuellement aucun impact sur les autres engagements de la Défense.

(*En néerlandais*) Le coût de notre participation aux opérations en Libye est évalué, sur la base de la période initialement prévue de trois mois, à 12,14 millions d'euros bruts, soit 10,75 millions d'euros nets. Pour un aperçu du coût budgété pour 2011 de toutes les opérations étrangères auxquelles participe notre pays, je vous renvoie à ma réponse à la question orale n° 3566 du 22 mars 2011.

Je puis confirmer une fois de plus qu'il n'y aura pas d'engagement de troupes belges au sol. La résolution 1973 autorise toutefois l'envoi de troupes au sol, mais la Belgique n'empruntera pas cette voie. Même une lecture et une interprétation exhaustives de la résolution n'autorisent par l'envoi de troupes de d'occupation.

La question de l'armement des insurgés devra être examinée plus avant à la lueur de l'embargo sur les armes et, plus spécifiquement, de la terminologie exacte, telle que fixée dans la résolution 1973. Je prendrai langue à ce sujet avec le ministre des Relations extérieures. Nos cabinets se concertent d'ailleurs pour l'instant même à ce propos.

Les nouvelles récentes, émanant du Pentagone, à propos des objectifs au sol de nos F-16 sont totalement erronées. Nos objectifs tendent à la destruction de la défense anti-aérienne. Toute cette question est étroitement liée aux *shelters* et aux avions et hélicoptères se trouvant en dehors de ces *shelters*. Les activités air-sol s'inscrivent dans le cadre de l'autorisation délivrée par le Conseil des ministres. Cette question a par ailleurs été débattue au Parlement.

03.05 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Je conviens avec le ministre que certains détails relatifs à une opération militaire ne peuvent être rendus publics. La Commission spéciale chargée du suivi des missions à l'étranger du Sénat se réunit à juste titre à huis clos. Le débat lancé par le gouvernement sur ce conflit a quant à lui pu se dérouler dans la sphère publique. Je m'en félicite et j'estime qu'il convient de poursuivre dans cette voie.

Je n'ai obtenu aucune réponse à ma question relative à l'utilisation d'armes contenant de l'uranium appauvri par les membres de la coalition. Même si le ministre affirme qu'il ne peut s'exprimer que sur nos propres militaires, nous devons pouvoir réfléchir à la question de savoir si nous désirons participer à une opération dans le cadre de laquelle de l'uranium appauvri est utilisé.

Nous devons également être en mesure de mener un débat sur la position du gouvernement belge sur le déploiement de troupes au sol – non pas par la Belgique mais par d'autres pays – et sur l'armement des rebelles.

J'estime que le coût d'une opération militaire constitue une information publique. Le chiffre de 12,5 milliards

bruts ne correspond pas au total cité par le ministre en commission à huis clos. À mes yeux, le public a également le droit de connaître les chiffres exacts à ce sujet.

03.06 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Mais j'ai fourni exactement le même chiffre lors d'une réunion à huis clos de la commission!

03.07 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Le ministre a fourni un autre chiffre encore.

03.08 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Lequel donc?

03.09 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): 21,5 millions d'euros.

03.10 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): La vérité a ses droits. J'ai dit qu'après la Conférence de Paris, le premier ministre a proposé les moyens appartenant à la *Response Force* de l'OTAN. Ces moyens seront injectés pour une durée de six mois et sont de 21,5 millions d'euros. La décision qu'a prise le gouvernement constitue la mise en œuvre de tous nos moyens pour trois mois, avec un délai ouvert, ce qui représente un coût brut de 12,14 millions d'euros.

03.11 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Je constate que le ministre admet qu'il a nommé deux chiffres à huis clos et qu'il n'en cite qu'un ici. Nous devrions peut-être mener un débat sur ce qui doit rester ou non à huis clos.

03.12 Dirk Van der Maelen (sp.a): Le ministre interprète très librement la notion d'"information secrète". Les Américains communiquent tout simplement quelles sont leurs 765 cibles. Le ministre affirme que leurs données sont erronées. Pourquoi, dans ce cas, ne nous fournit-il pas les informations correctes? Le ministre renvoie à la commission à huis clos, alors que chacun, dans cette assemblée, devrait avoir la possibilité de vérifier si l'opération se déroule bien selon le cadre fixé. Je trouve donc regrettable que, si peu de temps après un départ réussi, il apparait à nouveau que le ministre tait des informations qu'il devrait communiquer au Parlement. Les réunions de commission à huis clos permettent de divulguer des informations confidentielles. Or, le ministre recourt également aux réunions à huis clos pour masquer des informations qui devraient pourtant être révélées publiquement, comme les cibles et le coût de l'opération.

03.13 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): L'on en appelle ici à l'honnêteté et à la transparence. J'ai toujours fait preuve de la plus grande transparence concernant les chiffres. Certains ont manifestement besoin d'un cours de maths. Je répète donc une fois de plus: sur une période de trois mois, le coût de notre participation à l'opération en Libye s'élève à 10,75 millions d'euros nets. Après six mois, il s'élèverait donc à 21,5 millions d'euros. Ces chiffres ont été fournis au sein de la commission ad hoc. Si la durée de l'intervention devait se prolonger jusqu'à neuf mois, le coût s'élèverait à 32,25 millions d'euros et, après un an, il serait même de 43 millions d'euros.

Quant aux objectifs, j'ai également été on ne peut plus clair: il s'agit d'abris d'avions et d'avions et d'hélicoptères se trouvant sur des terrains de décollage ou d'atterrissage.

Je constate que certains souffrent ici de surdité sélective.

03.14 Philippe Blanchart (PS): Nous nous réjouissons que le Parlement se réunisse souvent et obtienne des réponses à ses questions. Toutefois, je vous ai demandé les résultats de votre entretien avec votre homologue grec à Araxos, mais vous n'avez pas évoqué ce point dans votre réponse.

03.15 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Vous le savez, nos F-16 se trouvaient sur la base d'Araxos pour une mission d'entraînement quand a eu lieu la Conférence de Paris.

J'ai demandé à mon homologue grec, Evangelos Venizelos, s'il était possible d'y rester en participant à la coalition. Grâce à nos bons contacts et à un effort de mon homologue, le gouvernement grec a accepté. Cela nous a permis de modifier la mission en 48 heures. Je lui ai transmis hier les remerciements du gouvernement belge. Nous avons aussi évoqué la situation dans la région, notamment la position de la Turquie, les événements en Syrie, le processus de transition en Égypte et en Tunisie et les perspectives de

l'opération militaire en Libye.

03.16 Dirk Van der Maelen (sp.a): Je prends acte de la réponse du ministre qui ne me satisfait cependant pas. J'attends de sa part une liste détaillée des objectifs visés par nos avions F-16.

03.17 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Je ne peux qu'inviter M. Van der Maelen à la réunion de la commission du Sénat du Suivi des opérations militaires qui applique une clause de confidentialité pour préserver la sécurité de notre personnel militaire.

03.18 Dirk Van der Maelen (sp.a): Je ne comprends pas pourquoi en Belgique ces informations ne peuvent être débattues que dans des réunions de commission à huis clos alors qu'aux États-Unis elles sont publiques? Pourquoi en Belgique recevons-nous moins d'informations sur les opérations qu'aux États-Unis? J'espère que mes collègues se joindront à moi pour exiger des informations détaillées sur les cibles de nos avions F-16.

03.19 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Un ministre se doit de respecter le cadre légal.

03.20 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Je n'admets pas que le ministre ridiculise le Parlement avec ses calculs fantaisistes. À huis clos, le ministre a fourni le prix net de l'opération pour six mois, pour les avions F-16, mais aussi pour le chasseur de mines Narcis et les AWACS. Il a en outre fourni le coût brut des avions F-16 pour trois mois. Voilà une information complète. Le coût de l'opération militaire doit être rendu public, le contribuable a le droit de le connaître!

Je pars toujours du principe que le ministre souhaite poursuivre la bonne entente avec le Parlement. Aujourd'hui, cette entente est mise à l'épreuve. J'espère vraiment que le ministre rectifiera cette situation demain.

03.21 Philippe Blanchart (PS): La semaine dernière, lors de la réunion à huis clos, les opérations militaires n'avaient pas véritablement commencé. La transparence et l'information des parlementaires sont importantes. La réunion de demain permettra de discuter de tous les aspects.

L'incident est clos.

Le **président**: Nous abordons à présent la question n° 3566 de M. De Vriendt sur un aperçu des missions à l'étranger.

03.22 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Pourriez-vous répondre par écrit à cette question, car ma présence est requise d'urgence dans une autre commission?

03.23 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): D'accord.

04 Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur "le nombre de femmes obtenant le grade d'adjudant-chef et d'adjudant-major" (n° 3599)

04.01 David Geerts (sp.a): Un groupe de travail relatif à l'équilibre linguistique à l'armée a été constitué au sein de la Chambre mais il existe apparemment également un déséquilibre en matière de genre.

Quelle est la répartition entre les hommes et les femmes au sein du haut commandement de l'armée? Quel pourcentage d'adjudants-chefs et d'adjudants-majors étaient des femmes au cours des dernières années? Quelle est la raison de ces promotions limitées? S'agit-il d' "auto-promotion" ou les causes sont-elles structurelles et plus profondes?

04.02 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): 7,81 % du personnel militaire est féminin. Parmi les 34 généraux figurant sur la liste salariale de la Défense, il y a une femme, général de brigade. Parmi le personnel civil de la Défense, il y a deux aumôniers supérieurs, un catholique et un protestant, et une conseillère morale qui dirige le service non confessionnel. Ils ont le grade mais pas l'avantage en termes de revenus de l'officier supérieur. La défense compte par ailleurs un secrétaire général et un directeur général

de la classe A5. Cinq conseillers généraux dont un est une femme qui occupe la fonction supérieure de directeur général, font partie de la classe A4.

Je dispose de tableaux des effectifs et les résultats des comités de promotion au grade d'adjudant-chef et d'adjudant-major. Je transmettrai ces données à la commission.

04.03 David Geerts (sp.a): Les promotions limitées de femmes sont-elles dues au fait que les femmes sont essentiellement actives dans les services logistiques où les promotions sont plus rares ou y a-t-il d'autres raisons? Si nous connaissons ces raisons, nous saurons en effet également comment résoudre le problème.

04.04 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Les informations que je vais transmettre donnent un aperçu à partir de 2005. Plusieurs facteurs entrent cependant en jeu ici et il me semble plus utile que M. Geerts dépose une nouvelle question. Par exemple, il y a aussi des différences entre les composantes.

04.05 David Geerts (sp.a): Je déposerai une nouvelle question.

L'incident est clos.

05 Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur "la panne de l'Airbus 330" (n° 3600)

05.01 David Geerts (sp.a): Au moment d'effectuer le rapatriement prévu d'un certain nombre de Belges du Japon, un Airbus 330 a récemment été victime d'une panne. À l'époque, pour défendre le contrat de leasing, le ministre avait fait valoir que la société de leasing pouvait fournir un appareil de remplacement dans un délai de 72 heures.

Ce remplacement a-t-il effectivement été honoré? Ce délai de 72 heures est-il courant dans le secteur? Est-il exact que l'Airbus n'emporte pas à son bord les pièces de rechanges permettant de réparer les pannes mineures et que les membres du personnel de la Défense ne sont pas autorisés à effectuer des réparations?

05.02 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): La panne était due à une défaillance technique au niveau de l'unité de contrôle de vol, le principal ordinateur de bord de l'avion. Sur une période d'un an, c'est la deuxième fois que nous sommes confrontés à une panne technique de ce type. L'appareil a pu être utilisé sans difficulté pendant 1 074 heures, ce qui correspond à un rendement de 99 %. C'est une bien meilleure performance que celle des prédécesseurs de l'Airbus 330.

Ainsi, au cours de la semaine précédant les problèmes techniques, six rotations ont volé pour l'évacuation de 1 550 réfugiés à la frontière entre la Libye et la Tunisie. L'appareil avait également été mis à disposition, contre paiement il est vrai, lors de l'éruption volcanique.

Le contrat prévoit en effet la mise à disposition d'un appareil de remplacement dans un délai de 72 heures. Dans le cas qui nous occupe, l'A 330 avait toutefois été réparé avant l'expiration de ce délai. Un délai de 72 heures est courant dans le secteur. Un technicien Hi-Fly ainsi qu'un nombre limité de pièces de rechange se trouvent toujours à bord de l'appareil pour permettre la réparation des pannes les plus fréquentes. Étant donné qu'il s'agit d'un contrat *full support*, toutes les réparations doivent être effectuées par la firme Hi Fly et ce, dans le cadre de la question de la responsabilité.

05.03 David Geerts (sp.a): J'ai toujours été dubitatif quant à de tels contrats de leasing. Quand ce contrat doit-il être prolongé? Est-ce après un délai de 48 mois?

05.04 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Le délai est déterminé par le nombre d'heures de vol accomplies. Si je ne m'abuse, il s'agit de 1 500 heures de vol, mais je dois vérifier ce chiffre.

L'incident est clos.

06 Question de M. Anthony Dufrane au ministre de la Défense sur "le vol de kérosène à la caserne de Glons" (n° 3647)

06.01 Anthony Dufrane (PS): Le 15 mars, la police de la Basse-Meuse a procédé à l'interpellation d'un ex-militaire occupé à dérober du kérosène dans un pipe-line de l'OTAN, à proximité de la caserne de Glons. 60 000 litres de kérosène auraient ainsi été volés depuis novembre dernier!

Qu'en est-il de l'efficacité de l'organisation de la sécurité dans nos installations militaires et autour de celles-ci?

Quelles explications vous a-t-on fournies quant au vol d'une telle quantité de carburant sur un site militaire de l'OTAN? Avez-vous déjà eu connaissance d'autres infractions de ce type? Comment s'organise la sécurité de nos installations militaires?

06.02 Pieter De Crem, ministre (en français): La *Belgian Pipeline Organisation* (BPO), qui exploite le réseau de transport de l'OTAN, a détecté, grâce au système de monitoring du pipe-line, la disparition de carburant et a déposé une plainte auprès de la police le 10 mars. Le voleur présumé a été pris en flagrant délit le 16 mars. Aucune donnée supplémentaire n'est disponible, en raison de l'enquête en cours.

L'incident s'est produit en dehors du site militaire; il n'y en a pas eu d'autre de ce type au sein du département ces cinq dernières années.

La BPO applique les mesures de sécurité valables pour tous les quartiers en Belgique. Les directives de sécurité pour ces installations sont gérées par l'OTAN.

06.03 Anthony Dufrane (PS): Dans le cas où les clefs d'un site ne sont pas restituées, je suppose que les serrures sont remplacées de sorte qu'aucun vol ne puisse être commis par la suite.

06.04 Pieter De Crem, ministre (en français): Les services ont constaté eux-mêmes le vol de kérosène, notamment à cause de la diminution de pression. Un petit réservoir d'huile a également disparu. J'espère que les vannes et les serrures sont efficaces et que les responsables de l'OTAN effectuent leur travail.

L'incident est clos.

Le **président:** La question n° 3661 de Mme Ponthier et la question n° 3666 de Mme Temmerman sont reportées. M. Francken n'est pas présent pour poser sa question n° 3673.

07 Question de M. Bert Maertens au ministre de la Défense sur "les frégates M néerlandaises" (n° 3741)

07.01 Bert Maertens (N-VA): Il y a quelques semaines aux Pays-Bas, le projet de concept du ministre de la Défense, M. Hillen, a transpiré dans la presse. Il y est question de la vente de deux frégates polyvalentes. En 2007 et 2008, la Belgique a acheté aux Pays-Bas deux frégates du type Karel Doorman et s'était engagée à en assurer l'entretien avec les Pays-Bas. Les Pays-Bas avaient décidé de maintenir deux de leurs frégates en service jusqu'en 2020, mais il semblerait que celles-ci seront également vendues. La coopération logistique entre les Pays-Bas et la Belgique est remise en question par ce projet de concept.

Est-il exact que le ministre s'est entretenu de cette question avec son homologue néerlandais? Y a-t-il également eu une concertation au niveau militaire? Les Pays-Bas vendront-ils leurs frégates polyvalentes? Quelles seront les conséquences de cette vente éventuelle sur la coopération entre les marines néerlandaise et belge? Le remplacement du navire de la marine belge, le *Godetia*, est-il prévu en concertation avec les Pays-Bas?

07.02 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): Le 14 février, je me suis concerté avec le ministre Hans Hillen au sujet du nouvel avant-projet de plan néerlandais. Il m'a assuré que les observations de la Défense belge seraient prises en considération dans le cadre de l'étude en cours. Dans l'intervalle, nous avons appris que les Pays-bas ne mettraient pas les frégates M hors service. J'ai lu que mon homologue ne présentera pas encore cette semaine sa note de politique générale à la Deuxième Chambre néerlandaise. Nous suivrons attentivement ce dossier.

Il n'est pas envisagé de remplacer le *Godetia* par un navire néerlandais.

07.03 Bert Maertens (N-VA): Nous suivrons également l'évolution de ce dossier, dans l'intérêt de notre Composante Marine.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 11 h 22.

De vergadering wordt geopend om 10.19 uur en voorgezeten door de heer Filip De Man.

01 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de minister van Landsverdediging over "de toekenning van het roze boekje in het kader van het herstelpensioen voor de Joodse oorlogsslachtoffers" (nr. 3450)

01.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): De Directie-generaal Oorlogsslachtoffers betaalt aan de slachtoffers van de Tweede Wereldoorlog en aan de burgerlijke slachtoffers van Congo van wie de pensioenaanvraag nog wordt onderzocht, de medische en farmaceutische kosten terug voor de aandoeningen of letsels waarvoor een invaliditeitsaanvraag werd ingediend. De invalide kan een roze boekje ontvangen, indien zijn invaliditeitsgraad minimum 10 procent bedraagt. Dankzij dit boekje kan de medische verzorging worden terugbetaald. Wie als Joods kind tijdens de Tweede Wereldoorlog moest onderduiken, beschikt over de titel die vereist is in het koninklijk besluit van 15 maart 1958.

Hoeveel aanvragen voor roze boekjes voor burgerslachtoffers werden er behandeld, aanvaard of verworpen, respectievelijk voor het Franstalig en het Nederlandstalig landsgedeelte?

01.02 Minister Pieter De Crem (Frans): De begunstigden ontvangen het roze boekje alleen in geval van een gunstige beslissing van de DG Oorlogsslachtoffers. Die beslissingen worden genomen door onafhankelijke administratieve rechtsprekende commissies van de administratie. Elk dossier wordt door de burgerlijke invaliditeitscommissie beoordeeld op grond van de bewijsstukken in het dossier. Er kan een beroepsprocedure worden ingesteld (hogere commissie van beroep en de Raad van State).

Uit de registers betreffende de beslissingen van de burgerlijke invaliditeitscommissies en de commissies van beroep voor het jaar 2010 blijkt dat de Nederlandstalige kamers 14 beslissingen namen, te weten 3 toekenningen en 11 verwerpingen, en dat de Franstalige kamers 65 beslissingen namen, te weten 47 toekenningen en 18 verwerpingen.

01.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): De Nederlandstalige slachtoffers vinden nauwelijks gehoor. Ik hoop dat men aan de hand van de cijfers beter zal begrijpen waarom een aantal personen die mogelijkheid wel krijgt, terwijl dat niet zo is voor anderen die tot de andere taalgroep behoren en aan dezelfde voorwaarden lijken te voldoen. Er zijn beroepsmogelijkheden, maar die vormen voor deze hoogbejaarde mensen een echte drempel.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Christophe Bastin aan de minister van Landsverdediging over "de operaties in Afghanistan" (nr. 3452)

02.01 Christophe Bastin (cdH): Op 12 maart jongstleden heeft de Afghaanse president Hamid Karzai de NAVO gevraagd haar militaire operaties in zijn land stop te zetten. Het bondgenootschap had een verbond gesloten met de Afghaanse overheid om de verantwoordelijkheid voor de operaties stapsgewijs over te dragen aan het leger en de lokale politie.

Wat is uw analyse van die verklaringen? Hoe reageert de NAVO op die stellingname? Welke gevolgen heeft een en ander voor de NAVO-operaties in Afghanistan, meer bepaald voor de Belgische deelname aan die operaties?

02.02 Minister Pieter De Crem (Frans): De verklaringen van president Karzai moeten in de juiste context worden geplaatst. Hij legde ze immers af ten overstaan van lokale overheden en van nabestaanden van slachtoffers van de NAVO-operaties in die regio.

België werkt sinds 2003 mee aan de multidimensionele aanpak van het bondgenootschap, die zich toespitst

op het *African ownership*, dat in 2010 in Lissabon werd bevestigd. De overgangsfase gaat eind deze maand in; de bescheiden voortgang die ondertussen op het stuk van de veiligheid werd gemaakt, kan zo weer tenietgedaan worden. Het is dus niet opportuun om de operaties te beëindigen. Voor de Belgische deelname zijn er geen gevolgen.

Het incident is gesloten.

03 Samengevoegde vragen van

- de heer Theo Francken aan de minister van Landsverdediging over "de internationale operatie in Libië" (nr. 3470)
- de heer Wouter De Vriendt aan de minister van Landsverdediging over "de uitvoering van de VN-resolutie over Libië" (nr. 3476)
- de heer Christian Brotcorne aan de minister van Landsverdediging over "de Belgische deelname aan een interventie in Libië" (nr. 3484)
- de heer Theo Francken aan de minister van Landsverdediging over "de leiding van de operatie in Libië" (nr. 3542)
- de heer Theo Francken aan de minister van Landsverdediging over "de militaire operaties in Libië" (nr. 3543)
- de heer Dirk Van der Maelen aan de minister van Landsverdediging over "de kostprijs van de Belgische deelname aan de interventie in Libië" (nr. 3555)
- de heer Wouter De Vriendt aan de minister van Landsverdediging over "de luchtbombardementen op Libië" (nr. 3557)
- de heer Wouter De Vriendt aan de minister van Landsverdediging over "de leiding van de militaire operatie in Libië" (nr. 3558)
- de heer Wouter De Vriendt aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de wapeninzet in Libië" (nr. 3559)
- de heer Dirk Van der Maelen aan de minister van Landsverdediging over "het commando over de operaties in Libië" (nr. 3565)
- de heer Theo Francken aan de minister van Landsverdediging over "de recente bombardementen van F-16's op Libische gronddoelen" (nr. 3691)
- de heer Philippe Blanchart aan de minister van Landsverdediging over "de evolutie van de toestand in Libië" (nr. 3746)

03.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Kan de minister een stand van zaken geven van de gebeurtenissen op het terrein in Libië en in het bijzonder wat de rol van de Belgische militairen betreft? Hoe staat hij tegenover een inzet van grondtroepen? Wat denkt hij ervan dat men de rebellen moet bewapenen zodat ze beter de strijd kunnen aangaan met de troepen van Kadhafi? Wat is de bruto en netto kostprijs van de operatie? Wat als Kadhafi over een vredesbestand wil onderhandelen? Tot waar kan het mandaat van de VN ons brengen? Hoe zorgt de Belgische regering ervoor dat de luchtbombardementen gebeuren in overeenstemming met de afgesproken *rules of engagement*? Wordt er gewerkt met een systeem van zogenaamde *red card holders*? Hoe zit het met de cruciale steun van de Arabische Liga voor deze operatie? Wat is de rol van België in de operationele besluitvorming? Klopt het dat de internationale coalitie munitie met verarmd uranium zou willen gebruiken tegen Libische doelwitten? Gezien de impact daarvan op de bevolking zijn dergelijke wapens voor mij volkomen onaanvaardbaar.

03.02 Dirk Van der Maelen (sp.a): Over de Libische doelen van de Belgische F-16's weigert de minister iets te zeggen, maar het Pentagon deelde mee dat het ging om een munitiedepot. De minister gaat dan wel prat op zijn openheid in deze operatie, maar daarvan is ondertussen al niet veel meer te merken. Dit gaat in tegen onze afspraak over de samenwerking tussen regering en Parlement en ik moet dan ook hiertegen protesteren.

Er is nood aan meer duidelijkheid over wat wij ondernemen in Libië. Als ik afga op recente uitspraken van luitenant-vlieger Michel Singelé in de pers, dan begrijp ik daaruit dat de *rules of engagement* toelaten dat Belgische F-16's bombardementen uitvoeren als er een bedreiging bestaat voor burgers. Acties die verder gaan, moeten eerst worden besproken met het Parlement. Dat is althans mijn interpretatie.

Ik vraag dus de minister om ons meer informatie te geven over het bombardement van dat depot, zodat we samen kunnen uitmaken of de actie al dan niet valt binnen de afspraken.

03.03 Philippe Blanchart (PS): Wat hebt u besproken met uw Griekse ambtgenoot en de Belgische piloten die tijdens operatie *Odyssey Dawn* worden ingezet?

Hoe zullen de taken worden verdeeld tussen de NAVO en de coalitie, gelet op de commandowisseling? Zal er een onderscheid worden gemaakt tussen operatie no-flyzone en het beschermen van de burgers? Is er in het nieuwe mandaat van de NAVO een maximumtermijn opgenomen voor het afdwingen van de no-flyzone en het wapenembargo?

Wat zullen de doelstellingen van de door de VN gecoördineerde humanitaire opdracht zijn en welke middelen zullen daartoe worden ingezet? Welke landen hebben belangstelling getoond voor deze humanitaire opdracht? Wil België hieraan deelnemen? Zal door onze militaire inzet in Libië de planning van de andere operaties voor 2011 worden gewijzigd?

De **voorzitter**: Jammer genoeg voor de heer Francken vervallen zijn vier vragen nrs 3470, 3542, 3543 en 3691.

03.04 Minister Pieter De Crem (Frans): Sinds 21 maart 2011 neemt België deel aan de operaties in Libië.

(*Nederlands*) De voorwaarden voor ons land om aan de coalitie deel te nemen, waren: een legitieme vraag vanuit Libië, de participatie van de Arabische Liga en een mandaat van de VN.

België neemt aan de operatie in Libië deel met een detachement van zes F-16's en de mijnenjager Narcis van de marine. De initiële duurtijd van voornoemde operatie bedraagt drie maanden. Ik verwijs hierbij naar de initiële periode die bij de besprekingen op de North Atlantic Council is vooropgesteld, zij het in het kader van een 'open end-scenario'.

De opdrachten van de coalitie gebeuren onder nationaal commando, tot de opdracht door de NAVO formeel wordt overgenomen. De coördinatie van bedoelde opdrachten gebeurt vanuit één hoofdkwartier in Ramstein. Zulks zal wellicht tot morgen of uiterlijk tot overmorgen het geval blijven.

Tot nu toe bestaat de coalitie uit veertien verschillende landen. De samenstelling van de coalitie kan echter uiteraard op ieder ogenblik wijzigen. Na de conferentie van Londen van gisteren is geen wijziging opgetreden.

Tijdens de coalitieopdrachten van ons detachement F-16's worden de NAVO-inzetregels toegepast en met een specifieke inzetregel ter bescherming van de burgers aangevuld.

Het commando van de operatie in kwestie zal uiterlijk eind deze week door de NAVO worden overgenomen.

Voor de bestaande NAVO-opdracht ter afdwinging van het embargo, waarvoor wij de mijnenveger Narcis inzetten, zijn de NAVO-inzetregels zonder meer van toepassing. De Belgische militairen zullen de nationale *rules of engagement*, die met de Belgische wetgeving overeenkomen, volgen.

Er werd een door de CHOD gemandateerde *red card holder* geïnstalleerd in het *Air Operations Center* in Ramstein en aan boord van een ingescheepte internationale marinestaf om het respect voor deze *rules* te waarborgen tijdens lucht- en zeeoperaties. Met het oog op de veiligheid van onze militairen kan ik daarover geen nadere informatie verschaffen. Deze *rules* werden volledig uiteengezet op 24 maart in de Senaatscommissie Opvolging, in aanwezigheid van leden van de Kamer. Deze commissie komt morgen opnieuw samen. Daar zullen alle details over de militaire operatie worden verschaft volgens de geldende veiligheidsregels.

Conform de wet van 11 mei 2007 maken Defensie en het wapenplatform F-16 geen gebruik van munitie met verarmd uranium. Voor de andere landen die deel uitmaken van de internationale coalitie, valt dit onder hun nationale soevereine bevoegdheid.

Het marineschip Narcis heeft tot 23 maart gepatrouilleerd in de centrale Middellandse Zee met de opdracht om bij te dragen aan de algemene maritieme beeldvorming van de situatie tot de Libische kust in het kader van de NAVO-operatie *Active Endeavour*. Vanaf 23 maart in de late namiddag draagt Narcis bij aan de

NAVO-operatie *Unified Protector* die als doel heeft het wapenembargo tegen Libië te implementeren.

Onze F-16's voerden tot op heden een operatie uit in het kader van de coalitie en hebben *combat air patrols* uitgevoerd en een aantal doelwitten van de Libische luchtafweer uitgeschakeld die een bedreiging vormden voor het afdwingen van de no-flyzone. Aangezien de geplande doelen werden geraakt zonder collaterale schade te veroorzaken, kunnen deze operaties als een succes worden beschouwd.

Defensie kan geen verdere informatie geven over de operaties van de andere landen, het aantal slachtoffers en de operationaliteitsgraad van het Libische leger. In de commissie Opvolging van morgen zal hierover achter gesloten deuren meer informatie worden verstrekt.

(Frans) De taakverdeling tussen de NAVO en de coalitie zal eerlang worden gebaseerd op de technische capaciteit, het bezit van bepaalde wapensystemen en een operationele inzet in functie van de dreiging.

Het Belgisch detachement zal onder NAVO-bevel aan de operaties deelnemen. Het nieuw operationeel plan van de NAVO voorziet in een no-flyzone en de bescherming van de burgerbevolking.

De Belgische deelname aan de operatie heeft momenteel geen gevolgen voor de andere verplichtingen van Defensie.

(Nederlands) De kostprijs van onze deelname aan de operaties in Libië wordt voor de vooropgestelde initiële periode van drie maanden geschat op 12,14 miljoen euro bruto en 10,75 miljoen euro netto. Voor een overzicht van de voor 2011 begrote kostprijs van elke buitenlandse operatie waaraan België deelneemt, verwijs ik naar het antwoord op de mondelinge vraag nr. 3566 van 22 maart 2011.

Ik kan nogmaals bevestigen dat er geen Belgische grondtroepen zullen worden ingezet. Resolutie 1973 laat wel grondtroepen toe, maar België zal geen grondtroepen inzetten. Zelfs na een exhaustieve lezing en interpretatie van betrokken resolutie is een bezettingsmacht niet toegelaten.

De bewapening van de rebellen zal verder moeten worden bekeken in het licht van het wapenembargo en heel specifiek met betrekking tot de juiste terminologie zoals ze in de resolutie 1973 werd vastgelegd. Ik zal ter zake contact hebben met de minister van Buitenlandse Zaken. Onze kabinetten vergaderen trouwens op dit moment daarover.

De nieuwsberichtgeving uit het Pentagon inzake de gronddoelen van onze F-16's, is helemaal onjuist. Onze doelen zijn doelen die de bedoeling hebben de luchtafweer te vernietigen. Dat heeft heel specifiek te maken met shelters en met vliegtuigen en helikopters die zich buiten die shelters bevinden. De lucht-grondactiviteiten maken deel uit van de toelating die de ministerraad heeft gegeven. Dit is bovendien ook besproken in het Parlement.

03.05 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Ik ga akkoord met de minister dat bepaalde details van een militaire operatie niet publiek kunnen worden gemaakt. De commissie voor de Opvolging van militaire operaties in de Senaat vergadert dan ook terecht achter gesloten deuren. Het debat over dit conflict dat door de regering werd opgestart, kon in een publieke sfeer gebeuren. Dat is positief, maar die lijn moet worden doorgetrokken.

Ik heb geen antwoord gekregen op mijn vraag naar het gebruik van wapens met verarmd uranium door coalitiegenoten. De minister zegt zich alleen te kunnen uitspreken over onze eigen militairen. Wij moeten ons nochtans kunnen bezinnen over de vraag of we aan een operatie willen deelnemen die gebruik maakt van verarmd uranium.

Ook over het standpunt van de Belgische regering over de inzet van grondtroepen – niet door België maar door andere landen – en over de bewapening van de rebellen moeten wij een debat kunnen voeren.

Ik vind dat de kostprijs van een militaire operatie publieke informatie is. Het cijfer van 12,5 miljard bruto spoort niet met het cijfer dat de minister in de commissie achter gesloten deuren heeft genoemd. Ik vind dat ook het publiek recht heeft op de exacte cijfers in dit verband.

03.06 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Maar ik heb in de commissie achter gesloten deuren net

hetzelfde cijfer gegeven!

03.07 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): De minister heeft toch ook een ander cijfer gegeven.

03.08 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Welk dan?

03.09 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): 21,5 miljoen euro.

03.10 Minister Pieter De Crem (Nederlands): De waarheid heeft haar rechten. Ik heb gezegd dat na de Conferentie van Parijs de eerste minister de middelen heeft aangeboden die in de mand zaten van de NATO Response Force. Die worden ingebracht voor een periode van zes maanden en bedragen 21,5 miljoen euro. De beslissing die de regering heeft genomen, is de initiële inzet van al onze middelen voor drie maanden, met een open einde, waardoor de kosten komen op bruto 12,14 miljoen euro.

03.11 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Ik stel vast dat de minister toegeeft dat hij achter gesloten deuren twee cijfers heeft genoemd en dat hij er hier maar een heeft genoemd. Misschien moeten we een debat voeren over er wat er achter gesloten deuren moet blijven en wat niet.

03.12 Dirk Van der Maelen (sp.a): De minister interpreteert wel heel ruim wat geheime informatie is. De Amerikanen geven hun 765 doelwitten gewoon vrij. De minister zegt wel dat hun informatie fout is, maar waarom geeft hij ons dan de juiste info niet? De minister verwijst naar de commissie achter gesloten deuren, terwijl iedereen hier zou moeten kunnen nagaan of de operatie binnen de gemaakte afspraken verloopt of niet. Ik betreur dus dat, al heel kort na een goede start, opnieuw blijkt dat deze minister informatie achterhoudt voor het Parlement. In de commissievergaderingen achter gesloten deuren wordt informatie vrijgegeven die geheim hoort te zijn. De minister gebruikt ze echter ook om informatie af te schermen die wél publiek zou moeten zijn, zoals de doelwitten en de kostprijs van de operatie.

03.13 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Er wordt hier opgeroepen tot eerlijkheid en openheid. Ik ben net heel open met de cijfers. Ik moet voor sommigen blijkbaar een wiskundeles geven. Dus nogmaals: over een periode van drie maanden bedraagt de kostprijs 10,75 miljoen euro. Na zes maanden bedraagt dit 21,5 miljoen euro. Dit zijn de cijfers die in betrokken commissie werden verstrekt. Als wij er bijvoorbeeld negen maanden zouden zijn, zou het bedrag oplopen tot 32,25 miljoen euro en na een jaar zelfs tot 43 miljoen euro.

Ook over de doelwitten ben ik heel duidelijk geweest. Het gaat over vliegtuigshelters en over vliegtuigen en helikopters die op start- en landingsbanen staan.

Ik stel hier echt een zekere selectieve doofheid vast.

03.14 Philippe Blanchart (PS): Het stemt ons tevreden dat het Parlement vaak vergadert en dat we antwoord krijgen op onze vragen. Ik vroeg u echter naar de uitkomst van uw onderhoud met uw Griekse collega in Araxos, maar daarover hebt u het in uw antwoord niet gehad.

03.15 Minister Pieter De Crem (Frans): Zoals u weet bevonden onze F-16's zich voor een trainingsmissie op de basis van Araxos toen de Conferentie van Parijs plaatsvond.

Ik heb mijn Griekse ambtgenoot, Evangelos Venizelos, gevraagd of we er konden blijven als we deel uitmaakten van de coalitie. Dankzij onze goede contacten en de inzet van mijn ambtgenoot, stemde de Griekse regering toe. Zo konden we de missie in 48 uur tijd wijzigen. Ik heb hem gisteren namens de Belgische regering bedankt. We hebben tevens de situatie in de regio besproken, meer bepaald het Turkse standpunt, de gebeurtenissen in Syrië, het overgangsproces in Egypte en Tunesië en de vooruitzichten voor de militaire operatie in Libië.

03.16 Dirk Van der Maelen (sp.a): Ik neem nota van het antwoord van de minister, maar ik neem daarmee geen genoegen. Ik wil van hem een gedetailleerd overzicht van de doelwitten die door onze F-16's zijn geïdentificeerd.

03.17 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): Ik kan de heer Van der Maelen alleen maar uitnodigen voor de commissie Opvolging van militaire operaties in de Senaat. Daar is een geheimhoudingsclausule van toepassing voor de veiligheid van ons eigen militair personeel.

03.18 **Dirk Van der Maelen** (sp.a): Ik zie niet in waarom die informatie in België enkel besproken wordt in een gesloten commissievergadering als die in de Verenigde Staten gewoon publiek wordt gemaakt. Waarom krijgen wij in België minder informatie over de operatie dan in de Verenigde Staten? Ik hoop dat mijn collega's samen met mij zullen eisen dat er gedetailleerde informatie komt over de doelwitten van onze F-16's.

03.19 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): Ik moet als minister binnen het wettelijke kader werken.

03.20 **Wouter De Vriendt** (Ecolo-Groen): Ik aanvaard niet dat de minister het Parlement belachelijk maakt met zijn rekenspelletjes. Achter gesloten deuren heeft de minister de nettokostprijs voor zes maanden vermeld, niet alleen voor de F-16's maar ook voor de Narcis en de AWACS. Daarnaast gaf hij de bruto kostprijs van de F-16's voor drie maanden. Dat is volledige informatie. De kostprijs van de militaire operatie moet publiek zijn. De belastingbetaler heeft daar recht op!

Ik ga er nog altijd vanuit dat de minister de goede verstandhouding met het Parlement wil voortzetten. Vandaag was het op dat vlak een pijnlijk moment. Ik hoop echt dat de minister morgen een en ander corrigeert.

03.21 **Philippe Blanchart** (PS): Vorige week, tijdens de vergadering met gesloten deuren, waren de militaire operaties nog niet echt begonnen. Het is belangrijk dat de parlementsleden duidelijke en volledige informatie krijgen. Tijdens de vergadering van morgen zullen we alle aspecten kunnen bespreken.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Aan de orde is vraag nr. 3566 van de heer De Vriendt over een overzicht van de buitenlandse operaties.

03.22 **Wouter De Vriendt** (Ecolo-Groen!): Kan ik hiervan een schriftelijk antwoord krijgen, want ik word dringend in een andere commissie verwacht?

03.23 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): In orde.

04 **Vraag van de heer David Geerts aan de minister van Landsverdediging over "het aantal vrouwen die de graad bekomen van adjudant-chef en adjudant-majoor" (nr. 3599)**

04.01 **David Geerts** (sp.a): In de Kamer is er een werkgroep over taalevenwicht in het leger, maar blijkbaar zou er ook onevenwicht zijn inzake het gendervraagstuk.

Wat is de verdeling tussen mannen en vrouwen in de legertop? Hoeveel procent van de adjudant-chefs en adjudant-majors waren vrouwen in de afgelopen jaren? Wat is de reden van de beperkte doorstroming? Gaat het om zogenaamde autopromotie of zijn er diepere, structurele oorzaken?

04.02 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): 7,81 procent van het militair personeel zijn vrouwen. Bij de 34 generaals die op de loonlijst staan van Defensie, is er één vrouw, op het niveau van brigadegeneraal. Bij het burgerpersoneel van Defensie zijn er twee opperaalmoezeniers – katholiek en protestant – en een vrouwelijke morele consulent als hoofd van de niet-confessionele dienst. Zij hebben wel de rang, maar niet het inkomensvoordeel van opperofficier. Verder heeft Defensie een secretaris-generaal en een directeur-generaal van de klasse A5. Vijf adviseurs-generaal, van wie één vrouwelijke adviseur-generaal in de hogere functie van directeur-generaal, behoren tot de klasse A4.

Ik heb tabellen met de getalsterkte en de resultaten van de bevorderingscomités voor de graad van adjudant-chef en adjudant-majoor. Ik zal die gegevens aan de commissie bezorgen.

04.03 David Geerts (sp.a): Heeft de beperkte doorstroming van vrouwen te maken met het feit dat vrouwen voornamelijk actief zijn in de logistieke diensten – waar de doorstroming minder is – of zijn er andere oorzaken? Als we die kennen, weten we immers ook hoe we het probleem kunnen aanpakken.

04.04 Minister Pieter De Crem (Nederlands): In de gegevens die ik zal bezorgen, staat een overzicht vanaf 2005. Meerdere factoren spelen hier echter en volgens mij kan de heer Geerts dan beter een nieuwe vraag indienen. Er zijn bijvoorbeeld ook verschillen volgens de component.

04.05 David Geerts (sp.a): Dat zal ik doen.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer David Geerts aan de minister van Landsverdediging over "de panne van de Airbus 330" (nr. 3600)

05.01 David Geerts (sp.a): Onlangs stond een Airbus 330 in panne bij de geplande repatriëring van een aantal Belgen vanuit Japan. Destijds verdedigde de minister het betrokken leasingcontract met het argument dat de firma binnen een periode van 72 uur een ander toestel ter beschikking kon stellen.

Is dat ook gebeurd? Is de termijn van 72 uur normaal binnen de sector? Klopt het dat de wisselstukken voor kleine defecten niet aan boord zijn en dat de personeelsleden van Defensie niet gemachtigd zijn om herstellingen uit te voeren?

05.02 Minister Pieter De Crem (Nederlands): De oorzaak van de panne was een technisch defect aan de *flight control unit*, de belangrijkste boordcomputer van het vliegtuig. Over een tijdspanne van een jaar is het de tweede keer dat wij met zo een technisch defect worden geconfronteerd. Het toestel kon probleemloos 1.074 uur worden ingezet, wat met een rendement van 99 procent overeenkomt. Dat is een hele verbetering ten opzichte van de voorgangers van de Airbus 330.

Zo werden in de week voorafgaand aan het technisch mankement zes rotaties gevlogen voor de evacuatie van 1.550 vluchtelingen aan de Libisch-Tunesische grens. Het toestel werd ook, tegen betaling weliswaar, ingezet bij de vulkaanuitbarsting.

Het contract voorziet inderdaad in een vervangingsvliegtuig binnen een termijn van 72 uur. In dit geval was de A 330 echter reeds voor het verstrijken van die termijn hersteld. Een termijn van 72 uur is courant in de sector. Een Hi Fly-technicus en een beperkt aantal wisselstukken zijn steeds aan boord om de meest voorkomende pannes te kunnen oplossen. Aangezien het om een *full support* contract gaat, moeten alle herstellingen door de firma Hi Fly worden uitgevoerd, en dat met het oog op de aansprakelijkheid.

05.03 David Geerts (sp.a): Ik heb altijd mijn vragen gehad bij zulke leasingcontracten. Wanneer moet dit leasingcontract verlengd worden? Is dat na 48 maanden?

05.04 Minister Pieter De Crem (Nederlands): De termijn wordt bepaald door het aantal gepresteerde vliegingen. Uit het hoofd meen ik dat het gaat om 1.500 vliegingen, maar dat moet ik nakijken.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Anthony Dufrane aan de minister van Landsverdediging over "de diefstal van kerosine in de kazerne van Glaaien" (nr. 3647)

06.01 Anthony Dufrane (PS): Op 15 maart heeft de politie van de zone Beneden-Maas een ex-militair betrapt die kerosine aan het overhevelen was uit een NAVO-pijpleiding vlakbij de kazerne van Glaaien. Sinds november 2010 zouden zo al een slordige 60.000 liter brandstof zijn gestolen!

Hoe is de beveiliging in en rond onze militaire installaties georganiseerd? Vindt u deze afdoend?

Welke uitleg hebt u gekregen over de diefstal van een zo grote hoeveelheid brandstof op een militair terrein

van de NAVO? Kreeg u al eerder kennis van andere misdrijven van dat type? Hoe worden onze militaire installaties beveiligd?

06.02 Minister **Pieter De Crem** (*Frans*): De Belgian Pipeline Organisation (BPO), die het transportnet van de NAVO uitbaat, ontdekte dankzij het monitoringsysteem van de pipeline dat er brandstof verdween en diende op 10 maart een klacht in bij de politie. De vermeende dief werd op 16 maart op heterdaad betrapt. Er zijn geen bijkomende gegevens beschikbaar, omdat het onderzoek nog loopt.

Het incident deed zich voor buiten de militaire site. Er deden zich de jongste vijf jaar geen andere vergelijkbare incidenten voor bij het departement.

BPO past de veiligheidsmaatregelen toe die gelden voor alle Belgische sites. De veiligheidsrichtlijnen voor die installaties vallen onder de verantwoordelijkheid van de NAVO.

06.03 **Anthony Dufrane** (PS): Ik veronderstel dat als de sleutels van een site niet worden teruggegeven, de sloten worden vervangen opdat er achteraf niets zou kunnen worden gestolen.

06.04 Minister **Pieter De Crem** (*Frans*): De diensten hebben zelf vastgesteld dat er kerosine werd gestolen, met name doordat de druk daalde. Er is ook een kleine olietank verdwenen. Ik hoop dat de kleppen en sloten doeltreffend zijn en dat de NAVO-verantwoordelijken hun werk doen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 3661 van mevrouw Ponthier en vraag nr. 3666 van mevrouw Temmerman worden uitgesteld. De heer Francken is niet aanwezig voor zijn vraag nr. 3673.

07 **Vraag van de heer Bert Maertens aan de minister van Landsverdediging over "de Nederlandse M-fregatten" (nr. 3741)**

07.01 **Bert Maertens** (N-VA): In Nederland is enkele weken geleden het conceptplan van minister van Defensie Hillen uitgelekt. Daarin staat de verkoop van twee M-fregatten opgenomen. In 2007 en 2008 heeft België twee fregatten van de Karel Doormanklasse van Nederland gekocht, met de afspraak om samen met Nederland in het onderhoud te voorzien. Nederland zou zelf ook twee fregatten behouden en gebruiken tot 2020, maar die worden nu blijkbaar ook verkocht. Dit conceptplan zet de logistieke samenwerking tussen Nederland en België nu op de helling.

Klopt het dat de minister hierover een gesprek heeft gehad met zijn Nederlandse collega? Was er ook militair overleg? Zal Nederland zijn M-fregatten verkopen? Welke invloed heeft dat op de samenwerking tussen de Nederlandse en Belgische marine? Zijn er in samenspraak met Nederland ook al plannen om het Belgische marineschip Godetia te vervangen door een Nederlands schip?

07.02 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): Ik heb op 14 februari overlegd met de Nederlandse minister Hans Hillen over het nieuwe Nederlandse conceptplan. Hij verzekerde mij dat er in de lopende studie rekening zou worden gehouden met de opmerkingen van de Belgische Defensie. Intussen hebben we vernomen dat Nederland de M-fregatten niet uit omloop zou nemen. Ik las dat mijn Nederlandse collega deze week nog niet voor de Nederlandse Tweede Kamer zal verschijnen met een beleidsbrief. We volgen dit op.

Er zijn geen plannen om de Godetia te vervangen door een Nederlands schip.

07.03 **Bert Maertens** (N-VA): Wij volgen dit ook op, in het belang van onze marine.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.22 uur.